



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS  
PARTICULIERS, OPPOSITION  
OFFICIELLE, 2IÈME ET 3IÈME  
GROUPES D'OPPOSITION

AVRIL 2023

Comité  
de déontologie  
policière

Québec 

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS  
PARTICULIERS OPPOSITION  
OFFICIELLE

AVRIL 2023

Québec 

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024**  
**TABLE DES MATIÈRES**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – OPPOSITION OFFICIELLE**

<b>LIBELLÉ DE LA QUESTION</b>		<b>Référence au cahier MSP</b>	<b>PAGE</b>
<b>3</b>	Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2022-2023, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, les dates de rencontre, le budget et les résultats obtenus.		<b>1</b>
<b>4</b>	Pour l'année 2022-2023, pour chacun des organismes, agences ou autres relevant du ministère, fournir : a) la liste des employés et des membres du conseil d'administration; b) la liste des personnes qui ont vu leur mandat être renouvelé, en indiquant leur nom, leur titre et les dates du début et de la fin de leur mandat, ainsi que leur rémunération; c) la liste des personnes qui ont été nommées, en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat, ainsi que leur rémunération. Inclure leur cv; d) leurs frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation.		<b>2</b>
<b>5</b>	Pour l'année 2022-2023, le nombre d'employés à statut occasionnel au ministère et dont le contrat est arrivé à échéance et n'a pas été renouvelé, par secteur d'activité.		<b>3</b>
<b>6</b>	Pour l'année 2022-2023, le nombre d'employés à statut occasionnel au ministère qui ont été congédiés, par secteur d'activité.		<b>4</b>
<b>7</b>	Nombre et pourcentage d'employés occasionnels au ministère en 2022-2023		<b>5</b>
<b>8</b>	Nombre et pourcentage d'employés occasionnels au ministère, par secteur, devenus permanents pour 2022-2023.		<b>6</b>
<b>9</b>	Pour le ministère et chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère, veuillez nous indiquer : a) le nombre de postes abolis alors que l'employé était sous le régime du RQAP au cours de la dernière année, par région et en incluant les raisons de l'abolition du poste. b) le nombre de postes mutés alors que l'employé était sous le régime du RQAP au cours de la dernière année, par région et en incluant les raisons de mutation du poste		<b>7</b>
<b>11</b>	Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer une description sommaire, le lieu, le coût, le nombre de participants, et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.		<b>8</b>
<b>12</b>	Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2022-2023. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.		<b>9</b>
<b>13</b>	Liste et détail de tous les mandats donnés à la Société immobilière du Québec par le ministère et par chaque organisme qui en relève pour la location, l'achat, la rénovation, la décoration et autres travaux réalisés en 2022-2023		<b>10</b>
<b>14</b>	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2022-2023 : a) la liste de tous les concours et tirages réalisés; b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix; c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours; d) la liste des concours qui ont pris fin.		<b>11</b>
<b>15</b>	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024 : a) le nom de toutes les campagnes; b) les coûts de ces campagnes; c) le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser; d) les dates de diffusion de la campagne; e) les objectifs visés par chaque campagne.		<b>12</b>

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024**  
**TABLE DES MATIÈRES**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – OPPOSITION OFFICIELLE**

<b>LIBELLÉ DE LA QUESTION</b>		<b>Référence au cahier MSP</b>	<b>PAGE</b>
<b>16</b>	<p>Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2022-2023 :</p> <p>a. le nombre d'employés et le nombre d'employés affectés aux communications et/ou aux affaires publiques ;</p> <p>b. le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques ;</p> <p>c. le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou aux affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilés par instance ou organisme ;</p> <p>d. Le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2022-2023 au sein de la direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées ;</p> <p>e. Le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2022-2023 au sein du cabinet de la ministre. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.</p>		<b>13</b>
<b>95</b>	Liste et copie des études et des analyses faites concernant le profilage racial pour les cinq dernières années, incluant 2022-2023.		<b>14</b>
<b>241</b>	L'effectif ainsi que la masse salariale du Comité de déontologie policière, par catégorie d'emploi, pour 2022-2024.		<b>15</b>
<b>242</b>	La liste des dirigeants du comité, leur rémunération respective pour la période 2022-2023, ainsi que les augmentations prévues.		<b>16</b>
<b>243</b>	Le nombre des dossiers reçus, par catégorie (citations/révisions) et par origine (SQ, SPVM, corps municipaux) <sup>1</sup> , durant la période 2022-2023. Inclure le nombre des dossiers ayant mené à la reconnaissance d'une faute et ayant mené à des conséquences, en précisant lesquelles.*		<b>17</b>
<b>244</b>	Le nombre des dossiers en suspens au 31 mars 2022, par catégorie et par origine.		<b>18</b>
<b>245</b>	Le délai moyen pour le traitement d'un dossier.		<b>19</b>
<b>246</b>	Pour 2022-2023, et pour les six années précédentes, le nombre d'enquêtes déclenchées par le ministre après qu'une personne, autre qu'un policier en devoir, soit décédée ou ait subi une blessure grave ou ait été blessée par une arme à feu utilisée par un policier, lors d'une intervention policière ou lors de sa détention par un corps de police.		<b>20</b>

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.02 - COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE**

**QUESTION 3 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2022-2023, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, les dates de rencontre, le budget et les résultats obtenus.**

<b>Comité ou groupe de travail</b>	<b>Dates</b>	<b>Mandat</b>	<b>Membre Participant</b>	<b>Budget</b>	<b>Résultats</b>
Table des présidents des tribunaux administratifs		Forum d'échange regroupant les dirigeants des tribunaux administratifs québécois	Me Marc-Antoine Adam	0\$	2 réunions
Comité de pratiques des petits organismes		Forum d'échange sur les réalités des petits organismes	Me Carole Beaulieu	0\$	4 rencontres

Exercice du 1<sup>er</sup> avril 2022 au 28 février 2023

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.02 - COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE**

**QUESTION 4 :** Pour l'année 2022-2023<sup>1</sup>, pour chacun des organismes, agences ou autres relevant du ministère, fournir :

- a) la liste des employés et des membres du conseil d'administration;
- b) la liste des personnes qui ont vu leur mandat être renouvelé, en indiquant leur nom, leur titre et les dates du début et de la fin de leur mandat, ainsi que leur rémunération;
- c) la liste des personnes qui ont été nommées, en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat, ainsi que leur rémunération. Inclure leur cv;
- d) leurs frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation.

	A)	B)	C)	D)
COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE	Aucun	Membre-juge administratif : Me Louise Rivard Mandat : du 1er juin 2023 au 2 janvier 2025 Rémunération : 169,950\$	Aucun	- \$ <sup>1</sup>

<sup>1</sup> Exercice du 1<sup>er</sup> avril 2022 au 28 février 2023.

\* Les notes biographiques des personnes nommées en vertu d'un décret sont disponibles dans la section des nominations sur le site du premier ministre : <https://www.emplois-superieurs.gouv.qc.ca/>.

Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits des années concernées.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**TITRE ET PROGRAMME :** ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - **06.02** - COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

**QUESTION 5 :** Pour l'année 2022-2023, le nombre d'employés à statut occasionnel au ministère et dont le contrat est arrivé à échéance et n'a pas été renouvelé, par secteur d'activité.

Comité de déontologie policière	0
<b><u>TOTAL</u></b>	<b><u>0</u></b>

Exercice du 1<sup>er</sup> avril 2022 au 28 février 2023

Les données réfèrent aux employés assujettis à la Loi sur la fonction publique.

Les étudiants, les stagiaires et les saisonniers sont exclus.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.02 - COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE**

**QUESTION 6 : Pour l'année 2022-2023, le nombre d'employés à statut occasionnel au ministère qui ont été congédiés, par secteur d'activité.**

Comité de déontologie policière	0
<b><u>TOTAL</u></b>	<b><u>0</u></b>

Exercice du 1er avril 2022 au 28 février 2023

Les données réfèrent aux employés assujettis à la Loi sur la fonction publique.

Les étudiants, les stagiaires et les saisonniers sont exclus.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.02 - COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE**

**QUESTION 7 : Nombre et pourcentage d'employés occasionnels au ministère en 2022-2023**

<b>ENTITÉS</b>	<b>PÉRIODE DE RÉFÉRENCE 2022-2023 <u>OCCASIONNELS</u></b>		
	<b>Nbre total employés au 28 février 2023</b>	<b>Nbre employés occasionnels au au 28 février 2023</b>	<b>%</b>
Comité de déontologie policière	14	0	0 %

Exercice du 1<sup>er</sup> avril 2022 au 28 février 2023

Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.02 - COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE**

**QUESTION 8 : Nombre et pourcentage d'employés occasionnels au ministère, par secteur, devenus permanents pour 2022-2023.**

<b>ENTITÉS</b>	<b>PÉRIODE DE RÉFÉRENCE</b> <b>2022-2023</b> <b><u>OCCASIONNELS</u></b>		
	<b>Nbre employés occasionnels au 28 février 2023 auquel sont ajoutés les employés qui sont devenus permanents en cours d'année</b>	<b>Nbre employés occasionnels devenus permanents (temporaires)</b>	<b>%</b>
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0 %</b>
Comité de déontologie policière	0	0	0 %

Exercice du 1<sup>er</sup> avril 2022 au 28 février 2023.

Les données réfèrent aux employés assujettis à la Loi sur la fonction publique.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.02 - COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE**

**QUESTION 9 :** Pour le ministère et chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère, veuillez nous indiquer :  
a) le nombre de postes abolis alors que l'employé était sous le régime du RQAP au cours de la dernière année, par région et en incluant les raisons de l'abolition du poste.  
b) le nombre de postes mutés alors que l'employé était sous le régime du RQAP au cours de la dernière année, par région et en incluant les raisons de mutation du poste

- a) 0 postes abolis alors que l'employé était sous le régime du RQAP au cours de la dernière année, par région et en incluant les raisons de l'abolition du poste.
- b) 0 poste muté alors que l'employé était sous le régime du RQAP au cours de la dernière année, pour la région de Montréal

Comité de déontologie policière	0
<b><u>TOTAL</u></b>	<b><u>0</u></b>

Exercice du 1<sup>er</sup> avril 2022 au 28 février 2023.

Les données réfèrent aux employés assujettis à la Loi sur la fonction publique.

Source : EI SAGIR – Rapport sur les départs

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.02 - COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE**

**QUESTION 11 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer une description sommaire, le lieu, le coût, le nombre de participants, et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.**

## Formations, colloques et congrès

### Année 2022-2023

Description de l'activité	Lieu	Coûts/Personne	Nombre de participants	Formateur
Abrametz What it means to administrative justice	Virtuel	50\$	3	CCAT/CJAQ
Congrès CJAQ 2022	Montréal	325\$	7	CJAQ
Gestion de la performance dans le contexte d'un tribunal	Virtuel	95\$	1	CTAC
Droit administratif - Le contrôle judiciaire et les recours en droit québécois	Virtuel	68\$	1	Barreau du Québec
Mise à jour du droit administratif 2022	Virtuel	80\$	3	Virtuel
L'équité inclut l'égalité: Appliquer les concepts d'égalité, de diversité et d'inclusion dans vos pratiques d'adjudication partie 1	Virtuel	75\$	1	CTAC
Déontologie judiciaire	Virtuel	79.75\$	1	Barreau du Québec
Droits, réalités autochtones et compétences culturelles pour les avocats	Virtuel	79.76\$	2	Barreau du Québec
La communication efficace : Éviter les perceptions erronées (Anciennement: Ce n'est pas ce que vous	Virtuel	139.95\$	1	Barreau du Québec
Journée stratégique sur le droit administratif	Virtuel	750\$	1	Open forum Ouvert
23e édition de la conférence des juristes de l'État	Virtuel	100\$	1	Barreau du Québec
Éthique et déontologie : regard du juriste de l'État	Virtuel	25\$	2	Barreau du Québec

Ce tableau n'inclut pas les formations gratuites suivis par les employés.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.02 - COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE**

**QUESTION 12 : Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2022-2023<sup>1</sup>. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.**

<b>DOCUMENTS TRADUITS/CONTRATS OCTROYÉS</b>	<b>NOM DES FIRMES RETENUES</b>	<b>COÛTS (\$)</b>
22-39728-01 - décision finale R-2022-1737	Anglocom	1 836,36 \$
22-49785-01 - décision C-2020-5225	Anglocom	1 500,00 \$

<sup>1</sup>La période concernée est du 1<sup>er</sup> avril 2022 au 28 février 2023.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**TITRE ET PROGRAMME :** ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - **06.02** - COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

**QUESTION 13 :** Liste et détail de tous les mandats donnés à la Société immobilière du Québec par le ministère et par chaque organisme qui en relève pour la location, l'achat, la rénovation, la décoration et autres travaux réalisés en 2022-2023

ADRESSE	NATURE DE LA DEMANDE
Aucun	

Exercice du 1<sup>er</sup> avril 2022 au 28 février 2023

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.02 - COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE**

**QUESTION 14 : Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2022-2023 :**

- a) la liste de tous les concours et tirages réalisés;**
- b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix;**
- c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours;**
- d) la liste des concours qui ont pris fin.**

Aucun

Exercice du 1<sup>er</sup> avril 2022 au 28 février 2023

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**TITRE ET PROGRAMME :** ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - **06.02** - COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

**QUESTION 15 :** Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024 :

- a) le nom de toutes les campagnes;
- b) les coûts de ces campagnes;
- c) le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser;
- d) les dates de diffusion de la campagne;
- e) les objectifs visés par chaque campagne.

LISTE DES CAMPAGNES DE PUBLICITÉ ET DE SENSIBILISATION	FOURNISSEURS	COÛT (\$)
Aucune		0 \$

Exercice du 1<sup>er</sup> avril 2022 au 28 février 2023

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**TITRE ET PROGRAMME :** ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.02 - COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

**QUESTION 16 :** Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2022-2023 :

- a. le nombre d'employés et le nombre d'employés affectés aux communications et/ou aux affaires publiques ;**
- b. le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques ;**
- c. le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou aux affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilés par instance ou organisme ;**
- d. Le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2022-2023 au sein de la direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées ;**
- e. Le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2022-2023 au sein du cabinet de la ministre. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.**

**a)** 1 personne à temps partiel

**b)** 0 \$

**c)** Aucun

**d)** 0 \$

**e)** S. O.

Exercice du 1<sup>er</sup> avril 2022 au 28 février 2023

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.02 - COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE**

**QUESTION 95 : Liste et copie des études et des analyses faites concernant le profilage racial pour les cinq dernières années, incluant 2022-2023.**

Aucunes

Exercice du 1<sup>er</sup> avril 2022 au 28 février 2023

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.02 - COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE**

**QUESTION 241 : L'effectif ainsi que la masse salariale du Comité de déontologie policière, par catégorie d'emploi, pour 2022-2023.**

CATÉGORIES D'EMPLOI	EFFECTIFS <sup>1</sup>	MASSE SALARIALE <sup>2</sup> (\$)
Président et membres	7	1 085 783 \$
Professionnels (incluant avocats)	2	139 940 \$
Personnel de bureau, techniciens et assimilés	4	183 734 \$
Gestionnaire	1	56 579 \$

<sup>1</sup>Niveau des effectifs au 28 février 2023

<sup>2</sup>Somme des salaires versés

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**TITRE ET PROGRAMME :** ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.02 - COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

**QUESTION 242 :** La liste des dirigeants du comité, leur rémunération respective pour la période 2022-2023<sup>1</sup>, ainsi que les augmentations prévues.

NOM, PRÉNOM	TITRE	DÉBUT DU MANDAT	FIN DU MANDAT	RÉMUNÉRATION AU 28 février 2023 (en \$)
Adam, Marc-Antoine	Membre / Président	2022-01-10	2027-01-09	179 447 \$
Côté, Isabelle	Membre	2021-01-07	2024-01-06	134 377 \$
Cree, Lysane	Membre	2022-01-10	2025-01-09	117 477 \$
Crevier, Edith	Membre	2021-11-29	2024-11-28	124 745 \$
Mc Mahon, Benoit	Membre	2020-11-16	2023-11-15	134 939 \$
Rivard, Louise	Membre	2021-05-01	2023-05-31	167 552 \$
Séguin, Sylvie	Membre / Vice-présidente	2022-01-10	2027-01-09	173 307 \$

**Augmentations et bonis prévus :** conformément aux orientations gouvernementales.

<sup>1</sup> Pour la période du 1<sup>er</sup> avril 2022 au 28 février 2023.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.02 - COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE**

**QUESTION 243 :** Le nombre de dossiers reçus, par catégorie (citations/révisions) et par origine (SQ, SPVM, corps municipaux)<sup>1</sup>, durant la période 2022-2023. Inclure le nombre de dossiers ayant mené à la reconnaissance d'une faute et ayant mené à des conséquences, en précisant lesquelles.\*

ORIGINE	2022-2023 <sup>2</sup>	
	CITATIONS	RÉVISIONS
Sûreté du Québec	5	2
Corps municipaux	13	11
SPVM	19	5
Corps de police autochtone	-	1
Constables spéciaux	1	1
Contrôleurs routiers	-	-
Agents de la protection de la faune	-	-
Enquêteurs de l'UPAC	-	-
Enquêteurs du BEI	-	-

<sup>1</sup> Incluant également les corps de police autochtones, les constables spéciaux, les contrôleurs routiers, les agents de la protection de la faune, les enquêteurs de l'UPAC et les enquêteurs du BEI.

<sup>2</sup> Dossiers reçus en 2022-2023 au 28 février 2023.

\* Note : En ce qui a trait au nombre des dossiers ayant mené à la reconnaissance d'une faute et ayant mené à des sanctions, veuillez vous référer aux rapports annuels de gestion du Comité, <https://comite.deontologie.gouv.qc.ca/accueil/le-comite/publications-administratives.html>.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.02 - COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE**

**QUESTION 244 : Le nombre des dossiers en suspens au 28 février 2023, par catégorie et par origine.**

ORIGINE	2022-2023 <sup>1</sup>		
	CITATIONS	RÉVISIONS	EXCUSES
Sûreté du Québec	-	-	-
Corps municipaux	-	-	-
SPVM	-	-	-
Corps de police autochtone	-	-	-
Constables spéciaux	-	-	-
Contrôleurs routiers	-	-	-
Agents de la protection de la faune	-	-	-
Enquêteurs de l'UPAC	-	-	-
Enquêteurs du BEI	-	-	-

<sup>1</sup> Données compilées en date du 28 février 2023. Il n'y a aucun dossier en suspens.

\* Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024**  
**RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.02 - COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE**

**QUESTION 245 : Le délai moyen pour le traitement d'un dossier.**

Le délai de traitement d'un dossier au Comité dépend du délai encouru pour sa mise au rôle, des remises accordées à la suite de demandes des parties pour des motifs valables, du nombre de jours d'audience requis, ainsi que du délai de délibéré, c'est-à-dire du délai nécessaire au membre pour rendre une décision.

Le délai moyen de traitement des dossiers de citation a été de 19,82 mois pour l'année 2019-2020, de 22,65 mois pour l'année 2020-2021, de 25,30 mois pour l'année 2021-2022 et de 27,91 pour l'année 2022-2023. En incluant les dossiers suspendus en raison de procédures devant les tribunaux supérieurs, ce délai passe à 20,31 mois pour 2019-2020, aucun dossier n'a été suspendu au cours de l'année 2020-2021, le délai passe à 25,67 pour l'année 2021-2022 et aucun dossier n'a été suspendu au cours de l'année 2022-2023<sup>1</sup>.

Il ressort de ce qui précède que le délai de traitement d'un dossier est davantage tributaire du délai de sa mise au rôle et de celui de sa remise au rôle lorsqu'une remise a été accordée, délais sur lesquels le Comité n'a qu'un contrôle limité. En effet, il peut être difficile d'arrimer les disponibilités des avocats qui représentent les policiers avec celles des avocats de la Commissaire à la déontologie policière. D'autre part, les dossiers traités par le Comité sont devenus de plus en plus complexes au cours des dernières années augmentant, par conséquent, la durée des audiences, ce qui, du coup, augmente le délai de traitement en raison de la difficulté, ici encore, de déterminer des dates qui conviennent aux parties.

Notons enfin que les efforts déployés au cours des dernières années par le Comité pour réduire le délai de mise au rôle des dossiers ont été directement impactés en raison de la pandémie. Plusieurs dossiers ont dû être remis au rôle, plusieurs semaines voire mois plus tard.

En ce qui concerne le délai moyen de délibéré pour les décisions en citation<sup>2</sup>, il a été de 75,97 jours en 2019-2020, soit 2,5 mois, de 83,58 jours en 2020-2021, soit 2,75 mois, de 81,55 jours en 2021-2022, soit 2,68 mois et de 117,28 jours en 2022-2023, soit 3,8 mois. La nature et la complexité de certains dossiers ainsi que l'intégration récente d'une proportion importante de nouveaux juges au sein du Comité expliquent l'augmentation de ce délai. Les objectifs prévus au plan stratégique 2022-2026 du Comité tiennent compte de la complexité des dossiers en excluant du calcul les dossiers plus longs et en prévoyant que 80 % des décisions en matière de citation doivent être rendues dans un délai moyen de moins de 70 jours. En 2022-2023, suivant ce calcul, le délai moyen de délibéré s'établit à 65,63 jours, comparativement à 58,24 en 2021-2022.

<sup>1</sup> En date du 28 février 2023.

<sup>2</sup> Excluant les sanctions alors que dans le rapport annuel en reddition du plan stratégique, elles sont incluses.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.02 - COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE**

**QUESTION 246 : Pour 2022-2023, et pour les six années précédentes, le nombre d'enquêtes déclenchées par le ministre après qu'une personne, autre qu'un policier en devoir, soit décédée ou ait subi une blessure grave ou ait été blessée par une arme à feu utilisée par un policier, lors d'une intervention policière ou lors de sa détention par un corps de police.**

Comité de déontologie policière	0
<b><u>TOTAL</u></b>	<b><u>0</u></b>

Le Comité de déontologie policière étant un tribunal administratif spécialisé en matière de déontologie, n'est pas responsable du déclenchement d'enquête ni de leurs suivis.

Données au 28 février 2023.

Les données réfèrent aux employés assujettis à la Loi sur la fonction publique.

Les étudiants, les stagiaires et les saisonniers sont exclus.

Comité  
de déontologie  
policière

Québec 

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS  
PARTICULIERS GROUPES  
D'OPPOSITION 2 ET 3

AVRIL 2023

Québec 

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024**

**TABLE DES MATIÈRES**

**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2<sup>e</sup> GROUPE DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

<b>LIBELLÉ DE LA QUESTION</b>		<b>Référence au cahier MSP</b>	<b>PAGE</b>
<b>2</b>	Estimation des dépenses budgétaires supplémentaires qui sont nécessaires pour que le ministère puisse couvrir le même niveau de service que l'année précédente.		<b>1</b>
<b>3</b>	Argent neuf disponible pour de nouvelles initiatives pour l'année écoulée		<b>2</b>
<b>4</b>	Nombre de postes ouverts et nombre de postes comblés pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.		<b>3</b>
<b>25</b>	Quels projets, mesures, politiques ou programmes ont fait l'objet d'une analyse différenciée des sexes (ADS) ?		<b>4</b>

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024**

**TABLE DES MATIÈRES**

**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 3<sup>e</sup> GROUPE DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

<b>LIBELLÉ DE LA QUESTION</b>		<b>Référence au cahier MSP</b>	<b>PAGE</b>

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2<sup>e</sup> GROUPE DE L'OPPOSITION**

**TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.02 - COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE**

**QUESTION 2 : Estimation des dépenses budgétaires supplémentaires qui sont nécessaires pour que le ministère puisse couvrir le même niveau de service que l'année précédente.**

**Veillez vous référer au budget de dépenses 2023-2024**

Exercice du 1er avril 2022 au 28 février 2023

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2<sup>e</sup> GROUPE DE L'OPPOSITION**

**TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.02 - COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE**

**QUESTION 3 : Argent neuf disponible pour de nouvelles initiatives pour l'année écoulée**

Aucun

Exercice du 1er avril 2022 au 28 février 2023

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR Le 2<sup>e</sup> GROUPE DE L'OPPOSITION**

**TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.02 - COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE**

**QUESTION 4 : Nombre de postes ouverts et nombre de postes comblés pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.**

<b>CATÉGORIES D'EMPLOI</b>	<b>POSTES OUVERTS</b>	<b>POSTES COMBLÉS</b>
Président et membres	0	0
Professionnels (incluant avocats)	1	1
Personnel de bureau, techniciens et assimilés	0	0
Gestionnaire	1	1

<sup>1</sup>Niveau des effectifs au 28 février 2023

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2<sup>e</sup> GROUPE DE L'OPPOSITION**

**TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.02 - COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE**

**QUESTION 25 : Quels projets, mesures, politiques ou programmes ont fait l'objet d'une analyse différenciée des sexes (ADS) ?**

Aucun

Exercice du 1er avril 2022 au 28 février 2023